

Madame Hidalgo,

Vous vous présentez à l'élection présidentielle au nom d'un parti qui se réclame du socialisme. Le socialisme, c'est un beau nom. Au-delà du nom, c'est un contenu : le socialisme porte l'idéal d'une société de justice sociale où la défense des travailleurs, de leurs intérêts, de leur famille est la priorité du gouvernement.

Certes, l'expérience encore fraîche du quinquennat de François Hollande a laissé dans les mémoires une politique qui, tout au contraire, a défendu les intérêts des capitalistes et des banquiers, en particulier la contre-réforme dite loi El Khomri destructrice du Code du travail, qui, à juste titre a mobilisé par millions les travailleurs contre elle.

Il ne reste pas moins que vous êtes candidate « socialiste » à l'élection présidentielle. Alors, une question se pose : le 19 mars 2020, les députés de votre parti, les députés du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ont d'une seule voix apporté leur suffrage avec tous les autres députés de l'Assemblée nationale au projet de loi de finances rectificative émanant du gouvernement Macron. Ce projet de loi accordait, au prétexte de la lutte contre la pandémie, 345 milliards d'euros dont 343 d'« aides aux entreprises », tant sous forme d'aides directes, d'exonérations fiscales et sociales que de prêts garantis par l'État (PGE) accordés aux banques. Ces 343 milliards d'euros votés par le Parti socialiste, à quoi ont-ils servi ? Pas à protéger les travailleurs ! Sous la forme des PGE (dont le remboursement est reporté de mois en mois par le gouvernement), ils ont permis aux banques de prêter à leurs conditions, en particulier à condition d'améliorer la « compétitivité » des entreprises. C'est ainsi que Renault ou Air France, bénéficiaires de PGE, ont supprimé respectivement près de 5 000 et près de 7 000 emplois. C'est ainsi également que, sous forme d'aides directes, d'exonérations de cotisations et d'impôts (ou en finançant le chômage partiel en lieu et place des patrons), ces milliards sont allés directement dans la poche des actionnaires des entreprises. Cette réalité est désormais sur la place publique. Même les partisans les plus convaincus du système capitaliste l'ont reconnu à de nombreuses reprises. Comme l'a dit le porte-parole d'Oxfam France mi-janvier : *« S'ils se sont enrichis, ce n'est pas grâce à la main invisible du marché ni par les choix stratégiques brillants, mais principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter. »*

À l'initiative du Parti ouvrier indépendant démocratique, plus de 30 000 travailleurs, jeunes, militants de toutes tendances du mouvement ouvrier (y compris des membres de votre parti) ont signé un appel qui dit ceci : **« En deux ans, le gouvernement Macron a offert près de 600 milliards aux capitalistes... qui s'en sont servis pour licencier, précariser, et engraisser un peu plus les actionnaires. La démocratie exige : ces 600 milliards doivent être rendus au peuple ! Ils doivent être rendus à la majorité qui n'a que son travail pour vivre, pour financer les hôpitaux, l'école et les services publics, pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux. »**

À de nombreuses reprises, les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique ont cherché à obtenir de la part des députés socialistes une explication à ce vote indiscutablement contraire aux intérêts ouvriers et populaires. Ces sommes gigantesques offertes aux capitalistes, ce sont celles qui font défaut à nos écoles, à nos hôpitaux, à nos services publics. Parce que ces sommes gigantesques sont offertes aux capitalistes et aux banquiers, on refuse aux enseignants et aux parents les moyens dont les enfants ont besoin et aux hospitaliers les moyens de travailler dans des conditions décentes ; on ferme les bureaux de poste ; on supprime dans tous les domaines les services publics ; on bloque les salaires ; et cela, en parfait accord avec les demandes et la politique du président Macron dont vous affirmez pourtant vouloir combattre l'orientation.

Madame Hidalgo, sachez que les travailleurs, les jeunes, l'électorat populaire ne comprennent pas comment une telle politique, comment un tel vote serait compatible avec l'affirmation d'une candidature « socialiste ». Aussi nous vous demandons instamment de recevoir une délégation de notre parti afin de nous donner vos explications. Quelles qu'elles soient, nous les rendrons publiques, permettant ainsi aux 30 000 signataires de notre appel – et au-delà, aux très nombreux travailleurs, militants, jeunes parmi lesquels les électeurs dont vous craignez l'abstention – de comprendre vos motivations et d'en tirer les conclusions qu'ils jugeront nécessaires.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Madame Hidalgo, à notre indéfectible attachement à la cause de la justice sociale, de la démocratie et des services publics.

Le bureau national du POID réuni le 26 février 2022